



RIGHTS & DEMOCRACY FOCUS

A monthly publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa

N° 62 du 18 avril 2014

SAO TOME ET PRINCIPE: UNE COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME EN GESTATION.

Les parties prenantes des droits de l'Homme de Sao Tome et Principe ont tous convenu que le choix d'une institution nationale crédible et indépendante des Droits de l'Homme et des Libertés renforcerait encore plus les mécanismes existants de promotion et de protection des droits humains dans ce pays.



Les participant/es sont venues des différents départements ministériels

Yaoundé/Sao Tome et Principe (10 avril 2014) - La mise en œuvre d'une action publique internationale en matière de promotion et de protection des droits de l'homme et des libertés en Afrique Centrale passe indubitablement par la mise sur pied au sein des Etats des institutions jugées incontournables tel la Commission Nationale des Droits de l'Homme. Parmi les cinq pays prioritaires du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique Centrale, la république de Sao Tome et Principe et la Guinée Equatoriale ne se sont pas encore dotées d'une Institutions indépendante des droits de l'Homme. Le Haut-Commissariat aux droits de l'homme en partenariat avec le PNUD et le gouvernement de Sao Tomé et Principe a organisé du 08 au 10 avril 2014 un atelier sur les Principes de Paris et sur l'établissement d'une Commission Nationale des Droits de l'Homme à Sao Tomé. Cet atelier a posé les prémices de l'établissement d'une Commission Nationale des Droits de l'Homme à Sao Tomé afin de renforcer le mécanisme déjà existant de promotion et de protection des droits de l'homme. La quintessence des échanges s'est articulée autour de l'établissement, le mandat, les rôles et responsabilités d'une Institution Nationale des Droits de l'Homme ; la construction des relations efficaces entre les Institutions Nationales des Droits de l'homme et des partenaires nationaux, régionaux et internationaux et le mode opératoire pour parvenir à l'établissement d'une telle commission.

Par la même occasion, le Représentant Régional, Directeur du CNUDHD-AC, Monsieur Ahowanou Agbessi a été reçu en audience par quelques membres du gouvernement tels Mme La Ministre des Affaires Etrangères Nathalia UMBELINA, Mme La Ministre de la Justice Edith RAMOS. Le Directeur n'a pas manqué de leur rappeler que leur pays fait partie des pays prioritaire pour les activités de promotion et de protection des droits de l'homme et de témoigner la disponibilité du Centre pour toute assistance technique dans la mise en œuvre des instruments internationaux et régionaux des droits de l'homme. Il a ipso facto encouragé le gouvernement de Sao Tomé à la ratification de la Charte Africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance.

Dans le souci de conforter la coopération entre les différentes agences du Système des Nations Unies en Afrique Centrale, le Directeur du CNUDHD-AC est allé à la rencontre du Coordonnateur Résident par intérim du PNUD, Dr François NGUESSAN, Représentant Régional de l'OMS, qui a évoqué les défis socio-politiques auxquels font face le pays. Ils ont de ce fait convenu sur la nécessité d'une coopération efficaces entre Sao Tome et Principes et ses partenaires au développement afin d'apporter des réponses cohérentes à ces défis.



Ministre des Affaires Etrangères en audience avec le Directeur du Centre

Par le CNUDHD



Cameroon: NHRI sharpens skills on rights of women and persons with disability

© CNUDHD



Capacity building for members of NHRI in Cameroon

A clear understanding of the international and national legal instruments on the rights of women and persons with disability will enable the National Commission on Human Rights and Freedom to better promote and protect the rights of these groups in Cameroon.

Yaounde, 20 March 2014 - Members of the National Commission on Human Rights and Freedoms in Cameroon have been urged to intensify the promotion and protection of women’s human rights and the rights of persons with disability in Cameroon.

The call was made by Abdoulaye Traore, Officer-in-charge at the United Nations Center for Human rights and Democracy in Central Africa while opening a two day capacity building seminar for members of the National Commission on Human Rights and Freedoms on the Convention on the Elimination of All forms of Discrimination Against Women (CEDAW) and the Convention on the Rights of Persons with Disabilities (CRPD) on Thursday 20 March 2014 in Yaounde.

“The role of the National Commission on Human Rights and Freedom is becoming more crucial in the promotion and protection of the rights of women and those living with disability in Cameroon”, he said. Abdoulaye Traore regretted the fact that despite the signing and ratification of a plethora of international human rights instruments including on the rights of women, there were still violations in the country.

“It is unacceptable that 33 years after the adoption of the Convention on the elimination of all forms of discrimination against women, 20 years after the adoption of the Declaration and plan of action on the world conference on human rights in Vienna, and 17 years after the Beijing plan of action, divers forms of violence continue to affect the lives of millions of women across the world, limiting their fundamental rights in the political, economic and social spheres” he added.

Abdoulje Traore encouraged Cameroon to ratify the Convention on the rights of persons with disability which she signed in 2008.

The President of the National Commission on human rights and Freedoms, Dr.Chemunta Divine Banda on his part, lauded the United Nations Center for Human rights and Democracy in Central Africa for organizing the capacity building workshop for his staff, adding that it will go a long way to improve the output of his members in the promotion and protection of human rights. *“It will also permit the technical services to better appropriate the international legal instruments on the protection of human rights in general and those of the vulnerable groups in particular”* he said.

The President of the National Commission on human rights and Freedoms, Dr.Chemunta Divine Banda on his part, lauded the United Nations Center for Human rights and Democracy in Central Africa for organizing the capacity building workshop for his staff, adding that it will go a long way to improve the output of his members in the promotion and protection of human rights. *“It will also permit the technical services to better appropriate the international legal instruments on the protection of human rights in general and those of the vulnerable groups in particular”* he said.

The two day seminar which has brought together 30 participants from across the regions where the commission is represented is aimed at reinforcing the capacity of staff and members of the third working group in charge of vulnerable groups at the NCHRF on the contents of CEDAW and CRPD, the obligations of states towards women and persons with disability and the role of the National Commission on Human rights and Freedoms in the promotion and protection of the rights of women and persons with disability.

Mieux comprendre les instruments de droits de l'homme pour assurer sa promotion et protection

Brazzaville, 11 March 2014 « Les professionnels de média, que ce soit des médias publics ou privés, doivent bénéficier non seulement d'un environnement libre, mais aussi d'un renforcement continu des capacités en matière de droits de l'homme, afin de contribuer efficacement à leur promotion et protection », a déclaré ce mardi 11 février le Représentant régional du Haut-commissariat aux droits de l'homme pour l'Afrique centrale et Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique centrale M. Ahowanou Agbessi à l'ouverture officielle de deux jours de formation sur l'introduction aux droits de l'homme à l'intention des journalistes congolais.

«Les journalistes détiennent assurément un pouvoir dont ils font usage en déterminant les informations à diffuser, les mots et les images qui peuvent affecter les populations. Ils ont ainsi l'opportunité de sensibiliser, et d'éduquer les populations sur leurs droits et d'assurer le monitoring des droits de l'homme notamment en ce qui concerne les cadres normatifs internationaux, régionaux et nationaux des droits de l'homme, la situation économique, socioculturelle du pays ou d'une localité, l'environnement et la situation politique tout comme plusieurs autres facteurs qui méritent d'être pris en compte dans le cadre d'un reportage fondé sur les droits de l'homme », a-t-il ajouté.

Présidant la cérémonie d'ouverture, Mme Fatoumata Binta T. Diallo, Représentante de l'OMS Congo en sa qualité de Coordinatrice résidente a.i du Système de Nations Unies au Congo a souligné la place importante qu'occupent les médias dans le dispositif international de promotion et de protection des droits de l'homme. Elle a précisé que beaucoup d'instances dépendent des médias pour avoir l'information sur certaines situations précises, lesquelles touchent trop souvent aux droits de l'homme. Elle a réitéré l'engagement du Système des Nations Unies à travailler aux côtés et avec les médias pour rendre les informations sur les droits de l'homme accessibles à tous les détenteurs des droits au Congo. Tout en saluant l'initiative du gouvernement congolais à promouvoir certains droits spécifiques notamment les droits



des peuples autochtones à travers l'adoption d'une loi, elle a encouragé les autorités à aller de l'avant en prenant des mesures concrètes pour la mise en œuvre.

Le séminaire de formation sur l'introduction aux droits de l'homme à l'intention des journalistes a été organisé par le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique centrale, à la demande des journalistes, membres du pool de reporters pour les droits de l'homme au Congo. Il s'inscrit dans le cadre d'une mission officielle du Centre au Congo durant laquelle le Représentant régional et Directeur du Centre a rencontré plusieurs autorités de la République pour discuter des questions liées aux droits de l'homme. Lundi 10 mars 2014, M. Agbessi a rencontré la Ministre des affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, le Secrétaire Général du Ministère des affaires étrangères et de la Francophonie, la Coordinatrice Résidente a.i du Système des Nations Unies au Congo, les haut cadres de la délégation de l'Union Européenne au Congo et le Président de la Commission Nationale des Droits de l'Homme. Il est prévu dans les jours à venir, une audience avec le Ministre d'Etat, garde des sceaux, Ministre de la justice et des droits humains. Durant ces rencontres, M. Agbessi a déroulé le programme d'activités du Centre pour l'année 2014 notamment en ce qui concerne les activités prévues au Congo. Il a sollicité la coopération de tous les partenaires publics et onusiens, ainsi que d'autres partenaires au développement pour une meilleure réalisation de ces activités dans les mois venir.

Par le CNUDHD



Gabon : Plus de ressources pour mieux fonctionner



© CNUDHD

Participants en groupe de travail

Au cours d'un atelier de renforcement des capacités sur les droits économiques, sociaux et culturels, les staffs et membres de la Commission Nationale des Droits de l'Homme du Gabon ont émis le besoin d'avoir plus de ressources les permettant de mener à bien leur rôle de promotion et de protection des droits de l'homme.

Yaoundé – « Les ressources matérielles, humaines et financières sont indispensables pour la poursuite des objectifs assignés à la Commission Nationale des Droits de l'Homme », explique Joseph Ondo Eva, son Secrétaire Général au terme de deux jours de formation sur la promotion et la protection des droits économiques, sociaux et culturels. En plus, explique-t-il « le statut non-permanent des membres de la Commission rend la tâche plus difficile, d'autant plus qu'ils doivent travailler de façon volontaire ». Cette situation préoccupe en même temps le Centre des Nations Unies pour les droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique centrale qui a organisé cette formation. Selon son directeur M. Ahowanou Agbessi, toutes les mesures devraient être réunies pour que la CNDH soit en conformité avec les principes de Paris, que ce soit dans les textes, sa mise en place, son indépendance ou dans son fonctionnement. « Il est de la responsabilité du gouvernement qui a créé l'institution de mettre à sa disposition tous les moyens nécessaires pour assurer son fonctionnement, et selon les principes de Paris », a-t-il précisé.

Au terme de deux jours de travaux, les participants se sont accordés sur une série de recommandations pouvant permettre un engagement plus fort de la CNDH dans la promotion et la

protection des droits de l'homme en général et des droits économiques, sociaux et culturels en particulier. Parmi ces recommandations : la mise en place d'une plateforme de communication consistant à la création d'un numéro vert, d'un site web et d'une adresse email ; l'élaboration d'un plan d'action annuel, biennal ou triennal précisant le contexte, les objectifs et résultats attendus, les ressources nécessaires et les indicateurs de suivi ; le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues des rapports soutenus près des organes de traités ou de l'examen périodique universel, et la mise en place d'un cadre de dialogue, d'échange et de concertation avec les partenaires au développement, le gouvernement et la société civile.

Clôturent les travaux, Monsieur Agbessi a remercié les participants pour leur engagement en insistant sur la nécessité de toujours travailler pour obtenir l'impact soit au niveau du changement des comportements, des réformes institutionnelles ou des réformes législatives. Il a promis également l'appui du Centre au renforcement des capacités de la Commission afin qu'elle soit capable de mieux promouvoir et protéger les droits de l'homme en général et les droits économiques, sociaux et culturels en particulier.



© CNUDH

Photo de famille

Kribi : les experts examinent la situation des peuples autochtones du Cameroun

Kribi-Cameroun, 07 mars 2014- Le Centre des Nations Unies pour les Droits de l'homme et la Démocratie en Afrique centrale vient de réunir à Kribi du 4 au 7 mars dernier, les acteurs gouvernementaux, les partenaires au développement, la société civile et les représentants des communautés autochtones pour deux ateliers nationaux notamment sur la présentation de l'étude sur l'évaluation de la conformité du cadre légal camerounais avec les standards internationaux et régionaux de protection des droits des peuples autochtones, et le suivi évaluation de la mise en œuvre des observations finales formulées par les organes de surveillance de traité et les recommandations des mécanismes spéciaux à l'Etat du Cameroun pour une plus grande prise en compte des droits des peuples autochtones, dont l'un des objectifs était de contribuer à la reconnaissance et au respect de ces derniers.

« Ces ateliers avaient pour objectif de faire une évaluation de la situation des droits des peuples autochtones au Cameroun et de voir comment est-ce que cette situation reflète les engagements internationaux du Cameroun en ce qui concerne les droits des minorités ; nous avons discuté pendant ces quatre jours de la situation de jouissance des droits de l'homme par les peuples autochtones. » nous confie Ahowanou Agbessi, Directeur du Centre des Nations Unies pour les Droits de l'Homme et la Démocratie en Afrique centrale, au sortir du deuxième atelier. « Nous avons effectué une visite de trois sites notamment SOCAPALM, MBORO BISSIANG, et nous avons constaté nous même les conditions dans lesquelles les peuples autochtones vivent et ceci nous a laissé voir un certain nombre de problèmes notamment le droit au logement, le droit au travail, à l'éducation, à la santé qui ne sont pas suffisam-



ment protégés pour les populations que nous avons visitées. » va-t-il ajouter.

Durant ces deux ateliers, les participants ont touché du doigt, les réalités vécues par les peuples autochtones notamment les communautés BAGYELI riveraines des multinationales impliquées dans la construction du port en eaux profondes de Kribi, la société SOCAPALM ET HEVECAM en plein extension dans la localité de BISSIANG. C'est donc de bon ton si les travaux ont été ouverts par cette descente sur le terrain, car comme nous le confie M. Agbessi « les peuples autochtones sont définis comme les premiers occupants d'une terre et c'est vrai que pour les obligations de développement il arrive parfois que leurs terres soient attribuées à des multinationales et à des sociétés pour mieux permettre la jouissance des droits de l'homme par tous y compris les peuples autochtones». Tout cet ensemble de faits va permettre notamment la rédaction d'un plan d'actions par les participants, avec des actions concrètes regroupant les aspects de l'éducation, du foncier et des chefferies traditionnelles. Concernant l'éducation, tout part du constat fait sur le terrain où l'accès à l'éducation est un véritable problème pour les enfants BAGYELI qui doivent parcourir près de dix kilomètres pour trouver l'école la plus proche. Une situation pas du tout méconnue des pouvoirs publics.

M.Charles Nanga Inspecteur Général du Ministère de l'Education de Base



Participants en groupe de travail

affirme : « l'éducation de manière général est une grande préoccupation et intéresse toute les couches. Pour les peuples autochtones en raison de leurs modes de vie, il y a des actions spécifiques qui sont menées en leur faveur afin de leur donner les mêmes chances qu'aux autres composantes de la société camerounaise du fait de leur vulnérabilité. Il y a une adaptation particulière à faire et cet effort c'est celui-là que les pouvoirs publics consentent ». Pour les participants l'une des recommandations sera de rapprocher les institutions scolaires des zones de forte concentration. Sur le foncier, selon Dr Samuel NGUIFFO, le problème de loi se pose fortement parlant des expulsions dont sont victimes les PA : « on a une grande compétition des terres en zone rurale et ceux qui en souffrent le plus c'est ceux qui n'ont pas de droit reconnu, le droit foncier camerounais repose sur des textes qui datent de la réforme de 1974 et si l'on se replace dans le contexte de 1974 on se rend

compte que la question autochtone n'était pas une question importante donc là il y a eu un oubli qui n'était pas un problème puisqu'on ne peut légiférer que s'il y a un problème. Mais aujourd'hui ce qui n'était pas un problème l'est devenu et la nécessité de légiférer là-dessus et la nécessité de reconnaître leurs droits et de les protéger se font sentir, heureusement qu'on est dans un processus de réforme foncière, il faut tenir compte de cela pour répondre à ce besoin ». Les participants ont d'ailleurs recommandé un dialogue intercommunautaire, une reconnaissance de mise en valeur, une consolidation des droits coutumiers etc. Au niveau de l'Administration, les participants ont insisté sur un plaidoyer pour la création des chefferies traditionnelles des peuples autochtones. Il faudra par ailleurs assurer le rapprochement des centres d'état civil.



For the UN International Women's Day Saturday 8 March 2014

“Women’s economic empowerment is a mirage if we ignore unpaid work done at home”

GENEVA (8 March 2014) – On International Women’s Day, the United Nations Special Rapporteur on extreme poverty and human rights, Magdalena Sepúlveda, calls on States to ensure that unpaid care is better valued, supported and shared – by men and by States:

“Women’s economic empowerment is a mirage if we don’t also take into account the unpaid work they are doing in the home. In most countries, women – especially those living in poverty - work longer hours than men when unpaid work is taken into account, yet they receive lower earnings and less recognition.

Heavy and unequal care responsibilities are a norm that is taken for granted and stand as a major barrier to gender equality, taking up women’s time and denying their equal enjoyment of the rights to education, decent work, health and participation in government, among others.

Unpaid care work such as cooking, cleaning and caring for children and the elderly entrenches women’s poverty and social exclusion when it is not socially recognized and shared. Care should be a social and collective responsibility for men and women and supported by the State, rather than falling entirely on women’s shoulders.

Undoubtedly, care is a positive and irreplaceable social good and providing care can bring great fulfillment and satisfaction. Unpaid care work is at the foundation of our societies, and it is crucial for economic growth and social development. However, it has been largely overlooked or taken for granted by policy makers.

For the sake of human rights and equitable, sustainable development, we cannot afford to ignore unpaid care work, and the UN post-2015 development agenda must include such commitment.

On International Women’s day, I call on policy makers to stop looking away from the women in the kitchen, by the bedside, and at the water well, and instead celebrate them by taking concrete steps to recognize, reduce and redistribute the burdens of unpaid care work.

This is a necessary condition to achieve gender equality, sustainable development and full enjoyment of women’s rights.”

ENDS

Magdalena Sepúlveda (Chile) was appointed the Special Rapporteur on extreme poverty and human rights in May 2008 by the United Nations Human Rights Council. She has extensive experience in economic, social and cultural rights and holds a PhD in international human rights law from Utrecht University. She is independent from any government or organization and serves in her individual capacity.



Election locale 2013 : Les professionnels des média s'autoévaluent

Ils se sont retrouvés dans le cadre d'un atelier national sur l'évaluation de la couverture médiatique du processus électoral.



Photo de famille

Ebolowa, 31 janvier 2014 - Suivis par le Centre des nations unies pour les droits de l'homme et la démocratie en Afrique centrale (CNUDHD) à la couverture en période électorale depuis 2011 selon une approche basée sur les droits de l'homme, une trentaine de journalistes venus de plusieurs régions du pays s'est une fois de plus retrouvés du 30 au 31 janvier 2014 à Ebolowa dans la région du Sud, en vue de s'autoévaluer. Il a notamment été question selon Ahowanou Agbessi, directeur du Centre, d'apprécier le degré d'appropriation de l'approche « droits de l'homme » par les professionnels des médias camerounais, avant, pendant et après les élections. Mais aussi, de vérifier l'utilisation par les journalistes de la Check-list pour la couverture médiatique des élections selon une approche basée sur les droits de l'homme, et de déterminer les leçons apprises du déroulement des dernières élections locales (sénatoriales, législatives et municipales), afin d'envisager des perspectives d'avenir pour une meilleure intégration des droits de l'homme dans la couverture médiatique des processus électoraux

Ainsi, des différents exposés, il ressort que les journalistes formées se sont effectivement appropriés la Check-list et s'en sont servis pour un meilleur rendu des couvertures sur le terrain. De façon concrète, les journalistes à travers leurs sensibilisations,

ont permis aux électeurs de s'inscrire massivement sur les listes électorales. Dans certaines régions, telle la région du Sud, « les potentiels électeurs ont été éduqués sur le fait que le vote du bulletin nul, n'est pas forcément un vote sanction », précise Mylène Ndoumbe de la CRTV Sud. Dans la région du Nord-Ouest, « les groupes marginalisés ont été invitées à s'inscrire massivement et à l'issue de ces élections, une femme bororo est membre de l'exécutif communal », assure Richard Jato de Radio Hot Cocoa. Dans le littoral, la synergie d'action mis en place au terme des différentes formations a permis aux confrères de « se mobiliser via des SMS, lors des différents cas de violations pour les dénoncer », précise Aristide Ekambi du quotidien Mutations. Et enfin, toujours selon une approche basée sur les droits de l'homme, les hommes et femmes de médias formées, ont apaisés les cœurs en vue de prévenir d'éventuels conflits post-électoraux.

Au terme des différents échanges et expériences, les journalistes se sont accordés sur l'urgence de créer des synergies d'actions entre confrère dans les régions où elles n'existent pas encore. D'où l'encouragement par le centre de la création des Clubs médias.

Par le CNUDHD

OHCHR-CARO targets more impact in 2014



© CNUDHD

Changes in approach and definition of more important targets means the Central Africa Regional Office will be closer than ever to its governments but also CSO partners in the sub region in 2014.

Four main thematic areas will retain the attention of the regional office, namely: countering discrimination, in particular racial discrimination, discrimination on the grounds of sex and against others who are marginalized; strengthening the effectiveness of international human rights mechanisms and the progressive development of international human rights law and standards; widening democratic space; and human rights in development and in the economic sphere. A minimum of 42 activities have been planned in the above mentioned areas and target three levels of change – behavioral, institutional and or legislative in all priority countries of the sub region.

During a two day in-house retreat to operationalize the 2014 approved work plan, CARO representative Ahowanou Agbesi said more palpable results must be achieved by the office this year. “The Center will organize activities to achieve results, not just a catalogue of activities”. ...We must carry out our activities in all the five priority countries (Cameroon,

Congo, Gabon, Equatorial Guinea, and Sao Tome and Principe) for the ultimate goal of bringing about behavioral change, institutional and legislative reforms in the priority domains in which we will work”, he emphasized.

Against a backdrop of limited human and financial resources to record the much cherished 100% success rate, staff were called upon to rationalize expertise and competences as well as ensure efficient utilization of economic resources to accomplish the targeted minimum success rate of 91% for 2014. Alongside the harmonization of the operational plan of activities, staff members were also edified on how to nurse partnerships and source funds for unfunded activities. Emphasis was also laid on reporting against results and guidelines were shared and discussed with staff members who were encouraged to use them in their reports henceforth.

Par le CNUDHD



Opening remarks by UN High Commissioner for Human Rights Navi Pillay at a press conference during her mission to the Central African Republic

Bangui, 20 March 2014 -The situation in the Central African Republic is dire. Although large-scale killings of the type that took place in December and January appear to have halted for the time being, primarily because of the presence of the MISCA and Sangaris in known hot spots, people continue to be killed on a daily basis, especially by the anti-Balaka groups. Around 15,000 Muslims are reportedly trapped in Bangui and other areas in the North, North-West and South of the country, protected by international forces, but nevertheless in an extremely dangerous and untenable situation.

The inter-communal hatred remains at a terrifying level, as evidenced by the extraordinarily vicious nature of the killings. This has become a country where people are not just killed, they are tortured, mutilated, burned and dismembered – sometimes by spontaneous mobs as well as by organized groups of armed fighters. Children have been decapitated, and we know of at least four cases where the killers have eaten the flesh of their victims. I was shown gruesome photographs of one of those cases yesterday by one of the civil society organizations that have been courageously attempting to document violations.

According to both civil society organizations and UN agencies, rape and sexual violence is on the increase, especially in the camps for the internally displaced. Two districts of the capital – PK 5 and PK 12 – remain no-go zones, with trapped Muslim populations. The other Muslims who used to live in Bangui have virtually all fled, as have the inhabitants of many other towns and villages – many of them partially or totally destroyed – across the western half of the country. There remain many tens of thousands of non-Muslim internally displaced persons (IDPs) as well, mostly victims of the Seleka. The anti-Balaka, who originally came into existence as a reaction to the depredations of the Seleka, are now metamorphosing into criminal gangs who, in addition to continuing to hunt down Muslims, are also starting to prey on Christians and other non-Muslims.

MISCA, the Sangaris and the humanitarian agencies are grappling with enor-



Navi Pillay, UN High Commissioner for Human Rights in a press conference

mous problems, as well as with terrible dilemmas such as choosing between unwillingly aiding the “cleansing” of trapped Muslim populations, or leaving them – against their will – in places where they are in real danger of being slaughtered en masse.

The economy has collapsed, health care is virtually non-existent in many areas, as is education. As the Executive Director of the World Food Programme Ertharin Cousin pointed out here just yesterday, there is also a food crisis, with food security threatened by lack of funding, difficulties of access and a long rainy season likely to start in just a few weeks time.

The senior members of the transitional Government were extremely frank and open about the gargantuan task they face. The State’s top leadership told me there is, in effect, no State: no coherent national army, no police, no justice system, hardly anywhere to detain criminals and no means of charging, prosecuting or convicting them. The so-called ‘penal chain’ is not only missing links, it is not functioning at all.

The country’s only major prison, reopened recently here in Bangui, has already experienced two very serious incidents: on one occasion, a mob burst in and lynched four Muslim prisoners. Then, two weeks ago, nine prisoners escaped – allegedly with the collusion of some of those charged with guarding them. Elsewhere, people apprehended

with blood on their machetes and severed body parts in their hands, have been allowed to go free, because there is nowhere to detain them, and no means to charge them with the crimes they have clearly committed.

It was highly symbolic that, during my meeting with the Minister of Justice yesterday, there was no power. Although the lights eventually came back on, she described how she doesn’t even have computers to record data concerning arrests, how prosecutors are threatened and at least one magistrate has been assassinated. There is, as a result, almost total impunity, no justice, no law and order apart from that provided by foreign troops. We discussed the possibility of bringing in some foreign judges and magistrates to help their local counterparts kick-start the justice system.

Everyone I have met has focused on the urgent need to restore law and order – particularly through deployment of trained police and gendarmes. However, with so few resources available even to pay their salaries, there seems to be little in the way of serious planning to ensure this not only happens, but happens quickly.

Over the past nine months, I have sent three different monitoring teams to CAR to document the human rights violations that have been taking place, and deficits that exist, and I am currently helping to reinforce the capacity of



the human rights component in BINUCA, as well as providing support to the Commission of Inquiry on CAR which was set up by the Security Council in December and is now on the ground and operational. I have urged all my interlocutors to do their utmost to assist this very important body, which will play a key role in establishing accountability for the worst violations that have occurred since the beginning of the current crisis.

My monitoring team's most recent report, filed yesterday after a visit to Bambari, 350 kilometres north-east of Bangui, highlights some rare good news: the so-called 'Bambari exception.' After the 5 December mass killings in Bangui, which then spread rapidly to other areas, Muslim and Christian religious leaders in Bambari made strenuous joint efforts to prevent divisions emerging among the town's mixed population, including by broadcasting messages of tolerance on the local radio station. In addition the town's current military leader has removed most weapons and taken a series of measures to reassure both communities, and has also repelled more radical ex-Seleka elements who tried to enter Bambari. Nevertheless the situation there remains very fragile and nearby towns and villages have fared less well.

More positive signs include yesterday afternoon's discussions in the Transitional Parliament, during which some Members of Parliament (MPs), in their interaction with the Minister of Justice placed a strong focus on the need for human rights, and spelled out precisely what some of those key rights are, including everyone's right to life. This important and lengthy debate was broadcast live on the country's main radio station.

I believe there need to be many more such highly visible efforts by national and local politicians and officials to ram home the message that human rights violations and rampant crime will no longer be tolerated; that all sectors of society, including minorities, have equal rights; and that reconciliation is vital for everyone if the country is to recover. In that regard, I was glad to learn from the Prime Minister that the Transitional Government is setting up both a Reconciliation Commission and a Permanent Commission on Dialogue.

He also committed to expediting the establishment of a National Human Rights

Commission. National Human Rights Commissions are important independent bodies with specific powers, governed by an international set of standards, known as the Paris Principles, and I offered the services of my Office to help the Government ensure it is of a high standard from the outset.

But specific institutions such as these will find it very difficult to operate unless law and order and the justice system are restored, and displaced populations are able to swiftly return and rebuild their houses and their lives in full confidence that they will be properly protected by the State. There will be no political solution until these conditions are fulfilled.

The Central African Republic is paying a very heavy price for 50 years of extraordinarily bad governance. With fertile soil and valuable mineral resources, it should be rich. Instead, even before the current disaster, it was one of the poorest countries in the world. A country that, despite many rivers, and a lengthy rainy season, is still having to buy drinking water from its neighbours.

Amid the current catastrophe, there is a golden opportunity that must not be squandered. The Transitional Government must not only act decisively to ensure that the foundations of a new and healthier State are put in place, it must also act to ensure that the old order of corrupt governance does not re-emerge. It should not depend entirely on the international community to fill all the vacuums because if it does, there will never be a full recovery.

That said, I am deeply concerned by the slow response of the international community. The vital humanitarian aid effort is deplorably under-funded, with only 20 percent of requirements met so far. Human rights NGOs do not even have means of transport to travel to the countryside to find out what is going on. I urge States to respond quickly to the Secre-

tary-General's appeal for a fully equipped force of 10,000 international peacekeepers and 2,000 police. In my meetings with MISCA and the Sangaris I have stressed the need for both current and future peacekeeping forces to abide by human rights, which will entail careful training and monitoring by commanders and contributing States.

In short, although CAR has received international attention, that attention is far from commensurate with the needs, and pales by comparison with other situations where international interventions have proved largely successful. Creating an effective justice system, prisons, police forces and other key State institutions, virtually from scratch, is a massive and complex enterprise that cannot be done on the cheap. The international community seems to have forgotten some of the lessons it learned in Bosnia and Herzegovina, Rwanda, Kosovo and East Timor – to mention just a few.

Civil society organizations told me they rang the alarm bells long before the crisis turned into a calamity, but nobody listened. Despite some improvements on the security front, the alarm bells are still ringing. If we get it wrong again, by failing to support this country wholeheartedly in its time of need, we risk decades of instability and the creation of a new and fertile breeding ground for religious extremism, not just in CAR but in the wider region.

I cannot help thinking that if the Central African Republic were not a poor country hidden away in the heart of Africa, the terrible events that have taken place – and continue to take place – would have stimulated a far stronger and more dynamic reaction by the outside world. How many more children have to be decapitated, how many more women and girls will be raped, how many more acts of cannibalism must there be, before we really sit up and pay attention?

Thank you.

ENDS

